



ARRÊTÉ

portant autorisation environnementale
d'une installation classée
pour la protection de l'environnement
SARL ELEVAGE LE FOLL à Ploubèze

Le préfet des Côtes d'Armor

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes-d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le septième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 04 octobre 2018 au nom de M. Frédéric LE FOLL, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerlan » à Ploubèze, l'autorisant à exploiter à cette adresse, un élevage bovin de 622 veaux de boucherie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 avril 2024 portant prorogation de la phase d'examen pour une période de 4 mois ;
- Vu** le changement de nom de M. Frédéric LE FOLL en SARL ELEVAGE LE FOLL le 12 juillet 2023 ;

- Vu** la demande présentée le 04 décembre 2023 et complétée le 29 mars 2024 par la SARL ELEVAGE LE FOLL, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerlan » à Ploubèze, en vue d'effectuer :
- la restructuration de l'élevage bovin, suite à l'installation du fils M. Quentin LE FOLL, pour un effectif total après projet de 1096 places de veaux de boucherie avec la construction d'un nouveau bâtiment de 448 places de veaux de boucherie et la restructuration avec augmentation des places dans le bâtiment B1 existant ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 13 août 2024 ;
- Vu** les avis de la direction départementale des territoires et de la mer du 26 décembre 2023 et du 26 avril 2024 ;
- Vu** l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 02 janvier 2024 ;
- Vu** les avis de l'agence régionale de la santé du 20 décembre 2023 ;
- Vu** le rapport de recevabilité de l'inspecteur de l'environnement du 16 juillet 2024 pour la mise en enquête publique du dossier ;
- Vu** la consultation du conseil municipal de Ploubèze ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} octobre 2024 au 05 novembre 2024 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Ploubèze pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- Vu** le résultat de l'enquête publique et notamment l'avis favorable de la commissaire-enquêtrice ;
- Vu** la réponse de l'exploitant du 18 novembre 2024 à la réserve émise par la commissaire-enquêtrice ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 12 décembre 2024 ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception en date du 18 décembre 2024 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à la SARL ELEVAGE LE FOLL, qui précise qu'elle peut faire part de ses observations éventuelles jusqu'au 13 janvier 2025 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 16 janvier 2025 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que le projet respecte les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 concernant les exploitations soumises au régime de l'autorisation ;

Considérant que la commissaire-enquêtrice a émis un avis favorable ;

Considérant que le pétitionnaire a produit un avenant permettant de répondre aux avis émis par les services consultés ;

Considérant que le plan de gestion des déjections répond à la réglementation en vigueur ;

Considérant que la visite d’instruction a permis de constater la conformité du projet avec le dossier déposé, et fera l’objet d’un rappel réglementaire concernant la non-conformité constatée pour le contrôle des installations électriques avec mise en conformité sous 3 mois ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d’Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l’autorisation

1.1. - La SARL ELEVAGE LE FOLL, ci-après dénommée l’exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerlan » sur la commune de Ploubèze, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de veaux de boucherie dont la capacité maximale est de 1 096 animaux.

Article 2 : Nature des installations

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l’installation	Critère de classement	Seuil de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2101	1.a)	A	Elevage, transit, vente etc. de bovins	Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l’engraissement	Nombre total d’animaux	a) plus de 400	1 096	Animaux

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; D : (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s’appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l’établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2. - Situation de l’établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d’élevage	Sections	Parcelles
PLOUBEZRE	Veaux de boucherie	C	5, 46

2.3. - Conformité au dossier de demande d’autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l’exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

3.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

3.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

Article 4 : Intégration paysagère

Un écran de verdure constitué d'espèces locales, suffisamment haut et dense pour isoler le bâtiment B1 et B2 sera mis en place aux abords de l'installation.

Les plantations interviendront au plus tard dans un délai d'un an après la mise en service de ce bâtiment.

Les plantations existantes et en projet seront entretenues et taillées en vue d'assurer l'objectif recherché d'insertion paysagère. Toute plantation, morte, arrachée, abattue ou dont la végétation n'est pas suffisamment dense sera remplacée.

Article 5 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 6 : Autres dispositions

L'arrêté préfectoral du 04 octobre 2018 est abrogé.

Article 7 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Ploubèze pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Ploubèze pendant minimum un mois ;
- adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 8 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet des Côtes d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN

- d'un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques- Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Ploubèze et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le 24 JAN. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Georges SALAÜN